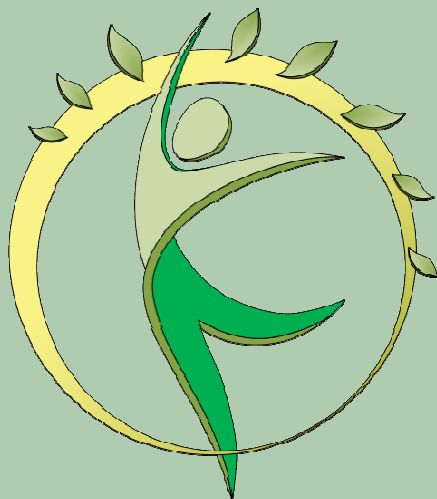


Codétermination de Santé Initiative populaire

Période de blocage : jusqu'au 8. Septembre 2019
16.00 heures

Comité de base de l'initiative



Mesdames et Messieurs,

Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à notre conférence de presse du 18 septembre 2019, au cours de laquelle nous aimerions vous présenter l'Initiative fédérale,

**«Oui à une plus grande codétermination de la population
concernant l'assurance maladie et accident»**

ainsi le comité central de l'initiative.

Sur les pages suivantes, vous trouverez les textes complets des présentateurs de la conférence de presse.

La publication des relevés est soumise à la période de blocage jusqu'au 18 septembre 2019 à 16h00. Merci de respecter ce délai.

Si vous avez d'autres questions, le comité d'initiative sera toujours disponible après la conférence de presse.

Merci beaucoup pour vos efforts.

Cordialement

Comité de base de l'initiative

Contenu

Contenu	3
Introduction, Notions de base	Theres Schöni..... 4
Introduction, Notions de base	Theres Schöni..... 5
Objective principale de l'initiative.....	5
Interdépendance inégale de la science et de l'économie
Daniel Trappitsch 7
Solution de Rechange 1	NR Yvette Estermann..... 8
Prestations d'assurance maladie sélectionnables.....	8
Solution de Rechange 2	Theres Schöni..... 9
Le Principe des 3 Piliers.....	9
Prävention	Claude Ammann11
Prévention de Santé - le clef pour la réduction des frais de soins de santé11
Solution de Rechange 3	KR et agriculteur Urs Hans.....12
La médecine alternative dans la vie quotidienne – suite.....	12
Economie/PME	Josef Rothenfluh 14
Renforcement de la base économique14
Questions juridiques	Daniel Trappitsch.....15
Questions et Réponses	Coordination Theres Schöni17
Mots finales / Au Revoir	Theres Schöni.....18
Comité de base de l'initiative19
Coordonnées20

Theres Schöni	Coordination, équipe de base
Yvette Estermann	Conseiller national SVP, Médecin
Urs Hans	Conseiller d'Etat (Grünen) du Canton de Zurich
Claude Ammann	Président de l'Association suisse des centres de fitness et de santé
Daniel Trappitsch	Attaché de Presse et Relations publique, équipe de base
Josef Rothenfluh	Président de l'Association suisse des PME

A cette occasion, nous aimerions exprimer nos remerciements sincères à tous les nombreux bénévoles qui se trouvent à l'arrière-plan. Sans les nombreuses mains secourables, il n'aurait pas été possible de réaliser cette initiative et de recueillir les signatures.

Objective principale de l'initiative

- Renforcement des droits fondamentaux de la population
- promouvoir une médecine et des méthodes de traitement durables
- renforcer les systèmes d'intérêt public
- Promouvoir et renforcer la santé publique

Le but de cette initiative est, que le gouvernement fédéral accepte divers nouveaux modèles d'assurance dans le système de soins de santé, qui répondent aux divers besoins. En outre, toute personne devrait avoir le droit de déterminer librement le type et l'étendue de l'assurance.

Il s'agit là d'une affirmation fondamentale selon laquelle les droits fondamentaux consacrés par la Constitution fédérale sont également réappliqués dans le système de santé, en accordant à la population le droit de majorité et la liberté de décision. En d'autres termes, avec cette initiative, nous rétablissons les droits constitutionnels dans le secteur de la santé, selon les articles 2, 6 und 10 BV.

Le premier objectif en matière de santé devrait être, de renforcer la santé publique dans tous les secteurs et dans toutes les parties prenantes, en particulier dans les postes importantes. Il s'agit d'un objectif interdisciplinaire qui concerne notre forme économique stressante et notre société industrielle et de consommation polluante, l'industrie pharmaceutique qui maximise ses profits et le marché du travail dépendant du rendement dans le secteur de la santé jusqu'à nos formes sociales et tous les domaines sociaux, sous leur responsabilité.

Nous avons créé un système collectif dans le domaine de la maladie qui est financé à environ 60% par l'Etat par les impôts et à plus de 30%, aussi collectivement, par les assurances des citoyens.

Cela signifie qu'avec nos investissements personnels, qui sont collectivement délocalisés, nous ne pouvons pas influencer la manière dont nous voulons soutenir personnellement la promotion de la santé publique. Au contraire, nous devons soutenir involontairement un système qui, en plus des traitements raisonnables, promeut une proportion considérable de maladies via l'État. Il s'agit, par exemple, de :

- Drogues et psychotropes pour enfants et adolescents ;
- des sur-médications multiples (soins gériatriques, antibiotiques, etc.), qui provoquent d'autres maladies comme effets secondaires, mais qui sont à peine guérissables ;
- des vaccins avec des additifs toxiques, comme l'aluminium et le formaldéhyde pour nos plus jeunes, qui, selon la dernière étude du gouvernement américain, favorisent largement les maladies chroniques ;
- les chirurgies et prothèses inutiles dues à la médecine non fondée sur la cause ;
- des personnes vivantes, soi-disant mortes cérébrales, qui sont disséquées sans dignité pour servir à la spéculation d'organes, alors, que les personnes transplantées sont encore malades, parce qu'elles doivent prendre d'énormes quantités d'immunosuppresseurs ;
- semblables personnes qui sont négligentes avec leur corps et qui préfèrent combattre les symptômes plutôt que les causes, soutiennent activement leur propre santé et initient des processus de guérison durables ;

- des fournisseurs médicaux, qui sont autorisés à générer d'énormes marges sur leurs produits, ont souvent un facteur 1000 ou plus ;
- de Mesures préventives qui ne répondraient pas aux critères de la WZW, tels que la mammographie, les médicaments hypocholestérolémiants, les médicaments pour la tension artérielle, les vaccins et quelques autres ;
- des assureurs maladie qui, en tant que fonctionnaires administratifs, agréés par l'Etat, punissent les médecins généralistes et les thérapeutes d'amendes arbitraires allant jusqu'à un demi-million, s'ils ne s'intègrent pas complètement dans leur système de performance et, par exemple, fournissent plus de conseils de santé, c'est-à-dire passent plus de temps avec leurs collègues malades, que ce qui est permis par le système ;
- etc. pp.

Nous avons un système qui soutient cet abus irresponsable en garantissant un paiement collectif garanti par le biais d'impôts et qui force l'État, par une explosion des coûts des soins de santé, à adopter une réglementation réduisant la qualité et une bureaucratie excessive, qui, cependant, n'ont aucune influence sur l'évolution des cotisations.

Nous ne devons plus fermer les yeux sur ces faits. Il s'agit maintenant, en tant que personnes responsables, de coopérer honnêtement et éthiquement, les unes avec les autres, et de construire un nouveau système basé sur les trois piliers essentiels de la responsabilité écologique, libérale et sociale.

Le seuil de douleur est atteint chez de nombreuses personnes. Surtout pour de nombreuses familles de classe moyenne et inférieure, le fardeau des primes est devenu trop lourd et continuera d'augmenter.

Interdépendance inégale de la science et de l'économie

Daniel Trappitsch

Nous devons l'état actuel, d'un monde dit civilisé principalement, au progrès technique. De nombreuses réalisations des 100 dernières années ont permis à l'humanité d'aller beaucoup plus loin. L'ont rendue plus mobile, mais aussi plus saine qu'il y a plus de 100 ans, du moins en ce qui concerne les maladies graves. L'amélioration de l'hygiène, de la nutrition et de la qualité de l'eau est particulièrement remarquable. Ces améliorations sont les points principaux les plus importants pour l'état de santé grandement amélioré, et non la médecine.

Pourtant, l'humanité évolue dans une direction défavorable. Il y a de plus en plus de gens avec de maladies chroniques qui charge massivement le système de santé, bien que certains milieux annoncent fièrement que la Suisse possède l'un des meilleurs systèmes de santé au monde. Toutefois, ce calcul ne tient pas la route. Parce que dans la conclusion inverse, cela signifierait oui : Plus les dépenses médicales sont élevées, plus les gens sont en bonne santé.

Pourquoi est-ce que c'est ainsi ? Le système de soins de santé n'est-il pas aussi bon qu'on le dit toujours ? Existe-t-il des forces au sein d'une même entité qui s'efforcent avant tout de réussir sur le plan économique ? La science et les autorités sont-elles trop étroitement liées aux entreprises ?

Afin de séparer complètement la science de l'économie et de priver ainsi l'économie de son influence manifestement excessive sur la science, des changements massifs au sein du système sont nécessaires. On pourrait commencer durablement par la mise en œuvre cohérente des bases juridiques par les autorités - avantageusement - indépendantes. Par exemple, l'application cohérente et contrôlée de manière indépendante des critères de la WZW selon KVG et HMG. Les études réalisées par les laboratoires pharmaceutiques devraient également être contrôlées de manière beaucoup plus indépendante, voire totalement indépendante du fabricant, comme c'est le cas pour l'EMPA. Ce n'est pas un hasard si Novartis doit actuellement répondre à des questions aux Etats-Unis au sujet d'un médicament nouvellement lancé pour lequel des irrégularités auraient été constatées dans les études. Et ce n'est pas un cas isolé et ce n'est que la pointe de l'iceberg.

Bien que la mise en œuvre de l'initiative ne résoudra pas automatiquement ces interdépendances désagréables, chaque personne en Suisse sera alors libre de choisir les méthodes qu'elle souhaite utiliser pour maintenir ou améliorer sa santé. Et cela mènera à une saine concurrence sur le marché qui gagne des milliards avec des maladies. Cela transformera le système de soins de santé des unités de soins intensifs, en un système de soins de santé sain.

Comme le pouvoir combiné à l'argent a toujours été une mauvaise combinaison. La concentration massive du pouvoir, dans l'industrie pharmaceutique néolibérale, ne peut pas aller bien à long terme. Les premiers signes très clairs sont déjà visibles aujourd'hui. La charge mensuelle des frais médicaux a nettement dépassée le tolérable de Suisses et de Suissesses. Notre initiative mettra fin à ces abus.

L'époque de la politique de placage est révolue - une opération d'urgence est nécessaire.

Prestations d'assurance maladie sélectionnables

De nombreuses personnes ne sont tout simplement plus en mesure de payer les primes d'assurance maladie qui ne cessent d'augmenter. Ils ont donc besoin d'une réduction des primes. La classe moyenne souffre particulièrement des fortes primes d'assurance maladie.

Cependant, de nombreuses personnes assurées savent pertinemment qu'elles n'auront jamais pleinement besoin de la gamme complète des services offerts par les caisses d'assurance maladie. Mais actuellement ils n'ont pas d'autre choix à ce sujet. Ils seraient d'accord avec un catalogue d'avantages allégé, pour lequel ils souhaiteraient une prime d'assurance maladie moins élevée.

Beaucoup me demandent souvent pourquoi il n'y a pas une telle possibilité pour eux. Comme, en tant que conseiller national, je suis confronté à ces préoccupations à plusieurs reprises, j'aimerais maintenant agir dans l'intérêt de ces concitoyens. Un système appelé «Assurance maladie légère», que j'ai présentée sur la voie parlementaire, tous les assurés et l'ensemble de la population en profiteraient, qu'ils fassent usage de ce système ou non. Juste comme avec l'initiative. La population suisse devrait pouvoir choisir et être libre de choisir.

La population suisse doit avoir la possibilité de choisir parmi plusieurs modèles d'assurance adaptés individuellement afin de pouvoir prendre ses propres décisions. Ce n'est que de cette manière que les coûts peuvent être réduits de manière durable, de sorte que les gens se sentent à nouveau responsables de leur propre santé.

La possibilité de valoriser davantage les médecines alternatives, de choisir des options de prévention améliorées et plus étendues et bien plus encore devrait être ouverte au citoyen. La médecine traditionnelle et la médecine alternative ne doivent pas se faire concurrence, mais se compléter de manière significative et individuelle.

C'est pourquoi je soutiens cette initiative.

Le Principe des 3 Piliers

Les gens doivent pouvoir décider comment ils veulent utiliser leur argent pour leur santé. Cela signifie qu'avec la mise en œuvre de notre initiative, ils peuvent, à nouveau décider quels systèmes d'assurance et de traitement ils veulent choisir. Ils peuvent également décider des prestations qu'ils veulent assurer et des primes qu'ils sont prêts à payer pour les assurer.

Jusqu'à présent, c'est principalement le gouvernement fédéral, l'industrie pharmaceutique et tous les assureurs privés qui ont établi les tarifs pour nous assurer. Aujourd'hui, la population a davantage de droits de décision et de contrôle dans les services de santé. Il s'agit d'un pas important vers le renforcement de la souveraineté du peuple.

Avec de nouveaux modèles d'assurance, nous avons pu soutenir les cliniques selon le concept réussi du réseau MayoClinic américain et maintenant international. Ces hôpitaux sont gérés par des médecins sans but lucratif. Le client passe en premier. Ils favorisent également une qualité médicale élevée grâce à une formation et à une recherche intégrées. La rémunération de tous les employés, y compris les médecins et les administrateurs, se présente sous la forme d'un salaire fixe, sans primes ni rémunération liée au rendement. Ils ont une politique d'entreprise qui harmonise les valeurs de l'entreprise avec celles des employés. Le traitement optimal est convenu entre les patients et les prestataires de services et n'est pas prescrit par les autorités publiques. Ils réinvestissent tous leurs profits dans la prestation de soins de haute qualité aux patients, la recherche et l'éducation. Les excédents sont utilisés pour traiter gratuitement les nécessiteux. Ils ont également établi des réseaux de gestion communautaire intégrée dans les communautés.

Dans le système actuel, la politique doit intervenir de plus en plus profondément dans l'explosion des frais, qui résulte en raison de l'élimination de la responsabilité individuelle.

Un modèle à trois piliers, basé sur des piliers écologiques, libéraux et sociaux, peut remédier aux griefs et aux abus dans le système de santé :

écologique : Promouvoir formation et des traitements, respectant l'environnement et qui maintiennent durablement le système biologique de l'organisme et de l'homme.

liberal(e) : promouvoir la responsabilité individuelle et la prévention naturelle, et encouragement de libre choix des médecins, thérapeutes et cliniques.

social(e) : en solidarité avec ceux qui sont dans le besoin et qui n'ont pas les moyens d'un traitement axé sur la santé. Toutes les formes de responsabilité relèvent du pilier social : la responsabilité personnelle pour son propre comportement, ainsi que la coresponsabilité pour les autres êtres humains qui dépendent de l'aide.

En raison de l'explosion des frais de ce système, le nombre croissant de patients souffrant de maladies chroniques ne sera tôt ou tard plus pris en charge comme il se doit. Par conséquent, les modèles d'assurance doivent être utilisés pour promouvoir des méthodes de traitement qui éliminent les facteurs de maladies chroniques d'une manière naturelle et basée sur la cause.

Le patient n'a à payer directement qu'une petite partie des services réclamés, de sorte qu'il n'est pas incité à assurer la rentabilité. Cela s'applique également aux prestataires

qui ont tendance à augmenter le nombre de consultations inutiles ou inefficaces, de (sur)médicaments ou d'opérations.

Aujourd'hui, les citoyens sont autorisés à transférer le coût de leurs mauvaises habitudes à la collectivité, de sorte que le système collectif d'aujourd'hui favorise des modes de vie nuisibles par l'indifférence. Par conséquent, une grande partie des dépenses de santé est attribuable à des comportements évitables. Cependant, les familles en particulier sont pénalisées pour le gaspillage et l'inefficacité du système actuel.

Un modèle possible parmi d'autres : compte épargne santé

Ce compte peut également être utilisé pour les membres de la famille, complété par une assurance maladie pour les risques majeurs.

Nous nous soucions beaucoup d'un système de santé sain, dans lequel le bien-être de la population passe en premier. Grâce à cette initiative, nous pouvons initier efficacement cette réorientation.

Prévention de Santé -

le clef pour la réduction des frais de soins de santé

En Suisse, 2,2 millions de personnes souffrent de maladies non transmissibles telles que le diabète, le cancer ou les maladies cardiovasculaires. Dans le jargon technique, ces maladies sont appelées NCD's (en anglais : non-communicable diseases).

Le total des frais médicaux directs de tous les MNT en Suisse s'élève à environ 51 milliards de francs par an, ce qui correspond à environ 80% du total des frais médicaux en 2011. (Source: Etude (MNT) NCD: Wally Achtermann, BAG,).

L'une des principales raisons de ces nouvelles maladies de civilisation est basée sur le manque croissant d'exercice physique de notre population combiné à un mode de vie malsain. D'autres facteurs de stress, comme le sommeil malsain dû à l'exposition aux radiations et au stress, ainsi que l'accessibilité constante et les îlots de temps perdu qui en résultent pour les possibilités de régénération de notre corps exacerbent encore davantage le problème de la santé.

Cette évolution est l'une des principales raisons de l'explosion des coûts des soins de santé au cours des dernières années et va s'intensifier à l'avenir.

Un mode de vie sain combiné à un programme d'exercice ciblé (en particulier un entraînement de force et d'endurance) peut prévenir de nombreux de ces maladies ou en atténuer les conséquences. Les maladies non transmissibles pourraient également être évitées dans une large mesure grâce à des conseils d'experts, à l'accompagnement du mouvement et à des conseils sur la nutrition et le mode de vie, ce qui réduirait considérablement les coûts de santé.

Il existe déjà en Suisse un réseau national de prestataires privés qui, sous surveillance professionnelle, forment et accompagnent des personnes en danger ou malades ou des personnes qui souhaitent faire de l'exercice préventif.

Malheureusement, en Suisse, ce service n'est payé par l'assurance maladie que lorsque la personne est déjà malade, ce qui augmente de façon exorbitante les frais médicaux correspondants et lui impose un long chemin de souffrance.

Il est temps pour les gens d'être récompensés pour les actions qu'ils prennent à l'avance pour le maintien de leur santé et des conseils qui vous soutiennent à un mode de vie sain ainsi. Comment punir les personnes qui, par négligence grave, ruinent leur santé et imposent un fardeau supplémentaire au système de santé.

A l'avenir, il doit être possible de choisir le modèle d'assurance personnelle afin d'être soutenu et/ou récompensé par votre assureur maladie si vous optimisez votre style de vie et améliorez votre activité physique.

Ce changement de paradigme d'une médecine de réparation pure à une prévention de santé avec l'appui financier pour réaliser un style de vie sain est la seule possibilité de ne pas laisser les coûts de santé augmenter davantage, ou de les laisser diminuer à nouveau dans un avenir proche.

Notre système de santé actuel est malade. Il n'est plus abordable, inefficace et crée de nouveaux problèmes tous les jours.

L'État, avec ses autorités responsables de l'octroi des licences, se fait de plus en plus l'homme de main des multinationales mondiales, qui s'engagent principalement à faire des profits et seulement dans une mesure limitée pour la santé de la population.

La médecine alternative dans la vie quotidienne – suite

Il n'y a pas de véritable contrôle des médicaments dans ce système à l'échelle mondiale. Il n'y a pas d'essais sérieux des drogues par l'État, et l'État n'a pas non plus de laboratoires indépendants capables de tester en toute sécurité les effets de toutes les substances individuelles ou de leurs effets cocktail.

La presse parle beaucoup des succès de ce médicament, mais peu de ses côtés sombres.

Les remèdes naturels éprouvés sont constamment remplacés par des médicaments brevetés ayant des effets secondaires. Ce ne sont pas les causes des maladies qui sont intéressantes, mais la thérapie des symptômes le plus longtemps possible.

Peu étonnant que ce type de médecine conventionnelle soit de moins en moins efficace et que les maladies chroniques augmentent rapidement. Cela est dû, d'une part, aux effets secondaires de leurs propres médicaments et, d'autre part, aux pesticides et autres toxines environnementales, dont certains proviennent des mêmes conglomérats d'entreprises.

La seule chose que les autorités compétentes font, est d'examiner les dossiers écrits soumis par les entreprises. Il arrive souvent que les évaluateurs eux-mêmes aient déjà travaillé dans l'industrie.

L'influence directe de l'industrie pharmaceutique sur la formation de nos médecins est également très problématique. Ceux-ci sont aujourd'hui très unilatéralement taillés pour administrer des méthodes médicales et des médicaments dits orthodoxes. Une vision holistique et des méthodes de guérison alternatives leur sont cachées, ainsi qu'à leurs patients, dès le début.

Aussi les caisses d'assurance maladie, avec leurs palais administratifs, s'intéressent à un chiffre d'affaires et à un bénéfice aussi élevés que possible et soutiennent ce système. Il n'est plus logique que nous devions subventionner artificiellement ce système avec une assurance maladie obligatoire sans libre choix du type d'assurance.

En plus de mes fonctions de conseillère cantonale, je suis également agricultrice. Ma femme est homéopathe de formation. Depuis des années, nous traitons nos animaux principalement par homéopathie, ce qui nous a permis d'obtenir beaucoup plus de succès qu'en appelant le médecin cantonal.

Nous avons eu de gros problèmes dans le troupeau pendant et longtemps après une vaccination obligatoire de nos bovins contre la fièvre catarrhale du mouton par les autorités vétérinaires. Les avortements, la faiblesse des veaux, les problèmes de fertilité étaient à l'ordre du jour et les vétérinaires ne pouvaient plus aider les animaux. Seule, ma femme avait eu quelques succès avec l'homéopathie.

Même si les médias écrivent à plusieurs reprises que l'homéopathie ne fonctionne pas, il y a 100 000 personnes dans le monde qui ont connu un effet positif évident grâce à l'homéopathie. L'efficacité de l'homéopathie a également été prouvée par plusieurs études, principalement en comparaison avec l'efficacité des mesures médicales.

L'expérience n'est pas une fantaisie, mais une base importante pour se faire sa propre opinion. Indépendamment considérée, la médecine orthodoxe est avant tout une expérience.

En raison du contrôle exercé par l'industrie pharmaceutique, la médecine traditionnelle a encore beaucoup plus de pouvoir sur les méthodes alternatives de guérison. Cette approche n'est pas humaine, mais économiquement saine.

Ce n'est que par le libre choix des méthodes, dans lesquelles la demande a sensiblement plus de poids que l'offre dirigée, que ce mauvais état peut être arrêté. Et cela est le but de cette initiative.

Renforcement de la base économique

L'être humain individuel est au centre de tout État de droit. Dans la famille, chacun d'entre nous a un environnement qu'il s'est créé lui-même. On ne dit pas le contraire, qui a de bons amis, qui n'a besoin d'aucune assurance du tout. Mais nous savons aussi très bien qu'une seule personne ne peut rien changer dans le système de soins de santé très complexe. Et ceux de Berne font ce qu'ils veulent de toute façon. Nous savons aussi que dans notre merveilleux pays, chacun peut avoir sa propre opinion. Mais, comme partout ailleurs, rien ne fonctionne sans une action active. Chaque initiative a besoin de la participation collective de nombreuses personnes touchées. Avec l'initiative qui vient d'être lancée, nous ne pouvons faire la différence que si nous pouvons exercer une pression sur les systèmes défectueux existants par le biais de nombreuses personnes.

Nous sommes tous solidement intégrés dans le milieu de travail. Si je pars du fait qu'une PME compte jusqu'à 250 employés, nous parlons alors de 80 % de la population. Bref, cela signifie que je ne suis nulle part plus proche et plus concret des préoccupations des gens que sur le lieu de travail.

Je dirige moi-même une PME (n'êtes-vous pas aussi président de l'association des PME ?). En tant qu'entrepreneur, je fais de la santé une priorité absolue. Les employés sont le capital d'une entreprise. Un employé en bonne santé et motivé est ce dont nous avons besoin pour l'économie. Un patron a besoin de savoir quand un burnout est dans un costume, par exemple. La prévention de l'épuisement professionnel permet d'éviter les frais médicaux. En outre, chaque PME peut réaliser des économies massives si ses employés sont moins malades et plus motivés à le faire. Et dans le monde d'aujourd'hui, où la pression économique sur les PME est de plus en plus forte, c'est un facteur très important pour la survie d'une PME, base de l'espace économique suisse.

Dans la prévention des coûts de la maladie, les résultats sont très importants. Oui, nous créons une meilleure qualité de vie.

Il y a des politiciens qui croient que des mesures d'austérité pure et simple rendront les soins de santé abordables. L'expérience pratique montre qu'elle ne fera alors que devenir plus coûteuse. Les PME comprennent également les pratiques thérapeutiques et les fournisseurs de remèdes naturels. Utilisés correctement et suffisamment tôt - également à titre préventif - les thérapies et les remèdes sans effets secondaires permettent d'éviter une augmentation des coûts de la maladie.

Les caisses d'assurance maladie sont très puissantes, mais en fait, ce ne sont que des payeurs de factures. Toute augmentation des coûts est facilement répercutée directement sur les payeurs de primes.

Je ne dis rien de nouveau quand je mets au pilori les primes d'assurance maladie qui ne cessent d'augmenter. Il est logique que nous devions payer pour tout ce que nous causons dans nos maladies. La recette consiste à prévenir les coûts par la promotion durable et le renforcement de la santé, de sorte que les coûts n'apparaissent même pas. Je suis aussi pleinement convaincu que si nous avions un SDC analogique fort avec 1,6 million de membres autour de la santé, beaucoup de choses s'amélioreraient et deviendraient abordables. C'est pourquoi cette initiative est nécessaire. C'est ainsi que chaque individu et les PME sont gagnants en tant que base de la performance économique de la Suisse, en d'autres termes, nous tous.

En fait, la loi est relativement claire sur la façon dont les médicaments et les autres formes de thérapie qui doivent être utilisés sur et chez les humains doivent être testés avant qu'ils ne puissent être approuvés. Ici, la législation de base est la Constitution fédérale BV, la loi sur les produits thérapeutiques HMG et la loi sur l'assurance maladie KVG.

Les art. 7 à 35 LBV ne constituent pas un catalogue de souhaits, mais une base claire sur laquelle les autorités et les hommes politiques doivent se fonder pour appliquer les lois fondées sur la Constitution fédérale. Le gros problème, cependant, c'est que, comme pour la loi sur les maladies animales, la loi sur les épizooties et d'autres lois, et pas seulement dans le domaine de la santé, il est devenu évident que l'économie a beaucoup trop d'influence sur la législation par la politique.

Il n'est donc pas surprenant qu'une loi sur les produits thérapeutiques (HMG), la loi sur l'assurance maladie (LAMal) et d'autres lois similaires servent principalement l'économie. Avec l'entrée en vigueur de la loi sur les produits thérapeutiques le 1er janvier 2016, la responsabilité de l'industrie pharmaceutique pour ses produits a disparu. Ce qui a été introduit aux Etats-Unis il y a une trentaine d'années est aujourd'hui également une réalité en Suisse : l'industrie pharmaceutique a reçu une carte verte, qu'elle peut utiliser pour faire ce qu'elle veut.

En raison de ce changement unilatéral de pouvoir, il n'est pas surprenant que l'industrie pharmaceutique ne se soucie pas du coût de la maladie, qu'elle soit encore autorisée à lancer ses produits sur le marché, dont certains sont massivement surévalués, et qu'ils aient perdu la confiance de la population. Le chiffre d'affaires et le bénéfice net ont préséance sur la santé des autres. Par exemple, il y a des médicaments dont la fabrication coûte quelques francs suisses, mais dont la livraison aux patients coûte plusieurs milliers de francs par mois. L'argument selon lequel les coûts de développement doivent être payés n'est défendable que dans une certaine mesure.

Pour contrecarrer cet état de choses éthiquement et moralement répréhensible, il n'y a pas de remède, mais seulement une réglementation et une réorganisation massives.

Diverses lois et réglementations exigent que les mesures et produits médicaux répondent aux critères de la WZW (efficacité, adéquation, rentabilité). Toutefois, ce n'est pas le cas pour de nombreuses mesures et de nombreux produits.

Le but de cette initiative n'est pas d'intervenir dans l'économie libérale, mais de créer une base sur laquelle chaque citoyen, et donc aussi le responsable des systèmes, peut décider librement quelles mesures, médicaments, thérapies, etc. il souhaite financer. Parce qu'il y a des gens qui aujourd'hui déjà prennent soin de leur santé et la maintiennent avec confiance et indépendance.

Avec la mise en œuvre de cette initiative, tous les problèmes actuels d'interprétation unilatérale des différentes lois - il apparaît clairement que la Berne fédérale observe avant tout l'art. 27 al. 1 LBVM et supprime même les obstacles pour l'économie - ne peuvent être résolus. Aujourd'hui encore, l'acceptation de cette initiative montre clairement que le peuple suisse n'est plus prêt à accepter l'interdépendance de l'économie, des autorités et de la politique et envoie donc un signal clair non seulement à Berne. Parce que la Suisse continue d'envoyer un signal au monde entier. Il n'y a pas de contrôle par les offres, mais un nouveau par la demande.

L'adoption et la mise en œuvre humaine de cette initiative impliquent également que la Confédération suisse prenne à nouveau conscience des racines et des fondements de notre Constitution fédérale, unique au monde, et de la démocratie suisse, unique au monde et digne de protection. Il sera demandé à la Confédération de mettre en œuvre la volonté du peuple suisse d'avoir un système de santé aussi diversifié et aussi large que

celui de la population suisse. La suppression de la possibilité d'initiative est-elle donc discutée dans certains milieux proches de l'économie ?

Il est stipulé par la loi (art. 6 LB) que tout être humain contribue au succès de la démocratie suisse et traite les ressources et les institutions avec respect. Cela inclut également le système social. Même après l'introduction de cette initiative, chaque être humain est libre de traiter sa santé comme il le souhaite. Cependant, contrairement au système socialement contestable d'aujourd'hui, les personnes qui maintiennent consciemment leur santé ne sont plus punies. La préservation de la santé en aura valu la peine.

Après l'adoption de cette initiative, les fournisseurs du système de soins de santé devront également assumer leurs responsabilités. Chaque prestataire est libre de continuer comme avant, même après l'adoption de cette initiative. Cependant, une action discutable de certaines forces, que l'on peut déjà observer plusieurs fois aujourd'hui, peut être sanctionnée, dans laquelle ces forces ne doivent plus être financées automatiquement par le libre choix des méthodes et donc soutenues contre sa propre volonté. L'art. 10 LBV lui rendra son pouvoir, ce à quoi il a également droit.

Chacun a une responsabilité envers les autres et l'environnement. Étant donné que la libre volonté de façonner cette responsabilité ne doit pas être restreinte, la prise de responsabilité consciente sera récompensée après l'adoption de cette initiative. Ainsi, l'article 6 BV sera mis en œuvre de manière durable après l'adoption de l'initiative.

«Le social» n'est pas une voie à sens unique, mais il doit y avoir de la circulation en sens inverse. Avec le système de maladie d'aujourd'hui, la socialité à sens unique est normale. Ce n'est qu'avec l'introduction de cette initiative que nous pourrions à nouveau parler d'un système de santé social (socialement juste). Donner au système pathologique d'aujourd'hui l'adjectif social est une farce et contredit toute logique libre. La santé n'est pas une coïncidence, mais elle doit être réglée, tout comme la maladie n'est pas une coïncidence dans la grande majorité des cas.

Selon l'art. 5 al. 1 LBV, le fondement et les limites de l'action de l'Etat sont la loi. Après l'adoption de l'initiative, cela sera à nouveau davantage pris en compte dans un domaine qui, outre la liberté personnelle de l'homme, est aussi son plus grand bien : la santé.

Merci de votre attention.

Veillez s.v.p. adresser des Questions directement aux Présentateurs présent.

Mesdames et Messieurs,

Merci beaucoup d'avoir assisté à cette conférence de presse aujourd'hui.

Il est très important pour nous que nous puissions continuer à bien travailler avec vous à un niveau équitable. Ils nous sera alors un plaisir de répondre à toutes vos questions immédiatement après cette conférence de presse. Ainsi nous vous invitons également à nous contacter directement à la suite de cette conférence de presse.

Nous vous prions aussi de respecter le blocage de publication avant 16h00 aujourd'hui.

Maintenant, nous vous souhaitons une bonne journée, ainsi qu'une bonne rentrée chez vous et surtout, restez autonome et en bonne santé.

Comité de base de l'initiative

Theres Schöni

Coordination, Secrétariat

Daniel Trappitsch

Attaché de Presse et Relations publique

Le comité se compose aujourd'hui de plus amples Gens conscients de leur santé qui coopèrent activement et qui ne sont pas (ne veulent pas être) mentionnés nommément dans ce communiqué de presse.

L'initiative n'en est qu'à ses débuts. C'est pourquoi il est normal qu'un comité soit formé et devienne actif visiblement à l'extérieur qu'au cours de la collecte de signatures et surtout lorsque les signatures ont été vérifiées et que l'initiative a été mise en œuvre.

Vous trouverez de plus amples informations, de vos Interlocuteurs et ainsi concernant l'initiative, sur notre Site Internet.

Coordonnées

Theres Schöni info@gesundheitmitbestimmen.ch | 056 668 25 84
Daniel Trappitsch daniel.trappitsch@gesundheitmitbestimmen.ch | 076 371 79 41
Yvette Estermann info@yvette-estermann.ch
Urs Hans info@urshans.ch
Claude Ammann c.ammann@sfgv.ch
Josef Rothenfluh josef.rothenfluh@gesundheitsclub.ch

Webseite/Site: www.Gesundheitmitbestimmen.ch